Les banques européennes attaquent la zone euro

13/11/2011 à 8h00

Le scénario du pire est en train de se produire : les banques européennes se débarrassent à tour de bras de la dette souveraine des pays de la zone euro jugés « à risques », au risque de précipiter la monnaie unique dans le gouffre. Ce mouvement, qui a débuté fin juillet, s'accélère et touche désormais la dette hexagonale qui n'est plus considérée comme un actif tout à fait sûr. C'est ce qui explique la montée accélérée des taux d'intérêt italien et l'écart de taux de plus en plus grand entre les obligations allemandes et françaises.

Spéculation ? « *Les fonds spéculatifs ne sont que des acteurs périphériques d'un mouvement inquiétant, parce que général : on est face à un désengagement massif des banques du marché des dettes souveraines* », analyse un économiste d'une banque française qui a requis l'anonymat.

> ***Ainsi, BNP-Paribas a réduit son exposition aux dettes de la zone euro de près de 21 % en se délestant de 10 milliards d'euros au cours du dernier trimestre, dont 8,3 milliards de dettes italiennes. Le Crédit Agricole a été un peu plus loin en diminuant son exposition de 27 % : en un mois, il a bradé plus d'un milliard de bons du trésor italien et 850 millions de dettes espagnoles. Depuis le 1er juillet, la banque verte a fait passer son exposition de 10,717 milliards sur les cinq pays périphériques à 7,285 milliards. De même, la Société Générale a vendu 650 millions de dettes italiennes, 400 millions de dettes espagnoles, etc.***

Tous ces mouvements ne sont pas des ventes : elles reflètent

aussi l'inscription des obligations détenues à leur valeur de marché, ce qui permettra de recapitaliser au plus juste les établissements bancaires.

Ce sauve-qui-peut général a été lancé par les banques allemandes. Ainsi, la Deutsche Bank, à la fin du mois de juillet, s'est délestée de 8 milliards de dettes italiennes, ce qui a déclenché la descente aux enfers de la péninsule. Car ce mouvement s'autoalimente : chaque vente sur le marché secondaire fait baisser la valeur des obligations d'État (et donc grimper les taux d'intérêt).

Ce qui pousse les autres acteurs de marchés à les suivre de crainte de prendre une tôle plus importante. Et de proche en proche, la panique gagne, tout le monde voulant se débarrasser d'actifs jugés fragiles, même si cela est totalement irrationnel : « *les marchés sont en train de perdre la raison* », se désole-t-on dans l'entourage de Nicolas Sarkozy, le président français, ceux-ci traitant désormais moins bien l'Italie, « *la huitième économie du monde* », que la Tunisie ou l'Égypte…

Le pire est que cette défiance à l'égard de la zone euro est alimentée pour l'essentiel par des acteurs de marché européen, banques, assurances, fonds de pension, etc., et non par des établissements non européens. « *C'est Cronos qui dévore ses propres enfants* », soupire un analyste de banque. Il ne s'agit pas seulement à un mouvement de renationalisation du marché des dettes souveraines qui s'était largement internationalisé avec l'euro. En effet, il semble que les banques se délestent aussi de leur dette domestique : BNP-Paribas a ainsi vendu plus d'un milliard de dettes françaises. Les autres banques, elles, ne « communiquent » pas sur le sujet…

Les États vont avoir du mal à ramener à la raison des marchés qu'ils ont eux-mêmes affolés en ne tenant pas leurs engagements. Dès le début de la crise grecque, fin 2009, la

zone euro avait promis ne pas restructurer la dette grecque. En échange, les États ont demandé à leurs banques de ne pas vendre de titres grecs. Mais, le 21 juillet dernier, la zone euro a décidé d'une décote « volontaire » de 21 % en moyenne de la dette grecque, décote portée à 50 % le 27 octobre. Cela a porté un coup mortel à la crédibilité des États, puisque plus rien ne garantit que les autres pays ne soient pas un jour traités de la même façon. Donc, plutôt que de prendre un risque, on vend et, ce faisant, on précipite la crise que l'on redoute…

La décision de recapitaliser les banques, prise le 27 octobre sous la pression des marchés américains qui se défient désormais de l'euro, a accentué ce mouvement. Les États ont, en effet, décidé de les obliger à augmenter leurs fonds propres « durs » (capital, réserves, dividendes non distribués) à 9 % de leur bilan contre 5 % actuellement. Plutôt que de faire appel aux marchés et donc de diluer leur actionnariat, elles ont fait le choix de se débarrasser de leurs actifs jugés les plus fragiles, en l'occurrence les dettes publiques : après tout, si on les oblige à se recapitaliser, c'est parce qu'elles ont prêté aux États de la zone euro…

Ce qui leur permet au passage de réduire la taille de leur bilan et donc d'adoucir l'augmentation des fonds propres, ce qui leur permettra de continuer à distribuer bonus et dividendes.

« *Si cela se confirme, on ne le tolèrera pas* », s'énerve-t-on à l'Élysée : « *on a demandé aux banques de ne pas céder d'actifs domestiques et de ne pas réduire l'accès au crédit dans la zone euro* ». Or, selon un économiste d'une agence de notation, « *on assiste à un clair retrait du financement de l'économie par les banques dans plusieurs pays de la zone euro* ». En clair, un refus généralisé de prêter aux entreprises et aux ménages, c'est-à-dire à un « *credit crunch* ».

Si on ajoute à cela la crise de liquidités qui se dessine, les banques refusant à nouveau de se prêter entre elles, et le désengagement des banques du marché des dettes souveraines, on se dirige tout droit vers une dépression de grande ampleur.

« *Si les banques ne jouent pas le jeu, on peut faire une recapitalisation forcée* », menace un proche du Président de la République. Autrement dit, une prise de participation directe de l'État dans le capital des banques. La menace, venant d'un gouvernement de droite, ne manque pas de sel.

Bruxelles Blog et Libération